

A.P.L. INFORMATIONS

NANTES LOIRE. OCEAN

bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

A.P.L. 14, rue de Bretagne
75003 PARIS
Dir. : Maurice CLAVEL

Bureau Régional :
Librairie 71 : 29, rue J. Jaurès
44000 NANTES

1 f
Abonnement 12 N°s :
10 f minimum

La reproduction et l'utilisation des informations de l'Agence sont entièrement libres

APL NANTES
Périodique
CCCAP 54701

IMP SPE . APL

1975
n° 90

MERCREDI 26 MARS

SOMMAIRE

- PAGE 1 : calendrier réunion APL .
- PAGE 2 : La psychiatrie à l'heure militaire
- PAGE 3 :
- PAGE 4 La liberté d'expression au bout des pavés
- PAGE 5 : Encore une bonne socur violée (suite)
occupation du foyer de la Pelletterie
- PAGE 6 : CET, un endroit sûr .
- PAGE 7 :
- PAGE 8/ : Recenseurs .
- PAGE 9 :
- PAGE 9 : dégradation du monument du " Bôle "
- PAGE 10 : Vent de la zone
- PAGE 11 :
- PAGE 12 : Espaces verts pour tous
Bout des Landes
- PAGE 13: Dossier lycéen .
- PAGE 21 :

TEL n°73- 82 48

BIBLIOTHÈQUE
APL NANTES
IMP . SPE . APL
CCCAP54701

CALENDRIER

1

JEUDI 27 MARS: A LA BAULE salle des fêtes de Mazy à 21 h.
Le C.A de la presquîle Guérendaise organise
une soirée chanson - information avec : Arbatz, Servat, Gweltaz,
Tri Yann, Yann ber.

SAMEDI 29 DIMANCHE 30 LUNDI 31 MARS : Le C.R.I.N vous convie
à une FETE sur le site de la centrale
nucléaire d'ERDEVEN.

REUNION DU COLLECTIF A.P.L. SAMEDI 22 MARS

Etait présent la grande majorité des membres du collectif.
Nous déplorons l'absence quasi générale des lecteurs (organisés
dans des groupements ou non).

Après un rapide bilan de 2 mois d'activité et comparaison
avec l'ancien APL (avant le N° 82) nous notons :

- Amélioration de la présentation.
- Stabilité des abonnements. Le problème de l'accroissement
du nombre des lecteurs demeure. La participation, tant pour la
correspondance que pour le travail technique de sortie du bulletin
rest insuffisante.

- Situation financière assez saine jusqu'à présent, mais
les solutions techniques au problème de l'allégement des tâches
matérielles risquent de gréver lourdement notre budget.

La question essentielle traitée fut:

" Quels moyens l'APL se donne pour se développer et résoudre
les problèmes techniques "

- Deux militants vont désormais consacrer une journée
entière par semaine pour réorganiser le fonctionnement, étendre
le développement, susciter des correspondants et rechercher aux
meilleures conditions du matériel.

- Ce matériel sera: Une machine à écrire avec une parti -
- cipation de la Librairie 71.

Une pagineuse.

Une ronéo.

ATTENTION PAS DE N° LA SEMAINE PROCHAINE
L'EQUIPE A.P.L. SOUFFLE !!! ...

la psychiatrie à l'heure militaire

Lundi 17 mars, 4 saint cyriens débarquent à l'hôpital psychiatrique de Blain pour un stage de 10 jours dans le cadre d'une "mission aventure" dont le but serait de s'ouvrir sur la réalité civile et de s'initier aux relations humaines.

Le personnel, non informé de l'arrivée de ces 4 personnages a réagi vivement à l'intrusion de militaires sur le lieu de travail et surtout au sein même des pavillons dont ils avaient en main les clefs, où ils ont pu assister à des entretiens médecin-malade, et consulter des dossiers en toute liberté.

Dès le mardi, les équipes de 2 pavillons ont signifié aux Saint Cyriens qui avaient été affecté de quitter les lieux.

Rapidement, un comité pour l'expulsion des St Cyriens se crée et appelle à les expulser définitivement de l'hôpital. (ce comité fonctionnait avec la participation de la section CGT du Pont Piétin)

Mercredi midi, plusieurs dizaines de personnes (des infirmiers qui avaient pu quitter leurs pavillons sans gêner le service minimum nécessaire et quelques internes) se réunissent et débusquent 3 des St Cyriens qu'ils raccompagnent vers la sortie, traduisant dans les actes la volonté d'une large majorité du personnel soignant, indignée des facilités données à nos St cyriens pour fourrer leur nez partout.

A la suite de cette action, 7 internes qui y avaient participé au même titre que les autres membres du personnel sont suspendus de leurs fonctions par le préfet et doivent passer devant un conseil de discipline.

Pour la direction et la préfecture, il s'agit d'une tentative pour isoler la section CGT, le seul syndicat partie prenante en tant que tel dans cette action, en accréditant l'idée que celle-ci s'est fait manipuler par quelques meneurs, médecins de surcroît.

Il s'agit aussi pour la direction et les médecins chefs de réduire la portée de cette action aux yeux de l'opinion à un chahut d'internes afin de masquer leurs propres responsabilités dans cette affaire (c'est bien eux qui, ont volé le secret professionnel en particulier).

La CGT et la CFDT du Pont Piétin ont vivement réagi à cette interprétation et s'élèvent contre toutes les sanctions.

tract du comité:

APPEL A LA MOBILISATION GENERALE

4 dangereux individus se sont introduits dans l'hôpital. Toute personne ayant repéré un de ces suspects est priée de le signaler le plus vite possible.

Qui sont ces louches personnages ?

4 élèves officiers de l'armée française St cyriens, dans le cadre d'une mission aventure lancée par le grand chef scout qui dirige l'école de saint Cyr, sont actuellement en stage de 10 jours au Pont Piétin.

Les champs de manoeuvres (Larzac, Fontevrault etc...) ne suffisent plus à ces messieurs les militaires, c'est chez nous qu'ils viennent chercher "l'aventure".

Pourquoi une telle discrétion de la part de la direction et des médecins; ils se sont bien gardés de consulter le personnel sur la venue de ces élèves officiers. Il est bien étonnant de voir ces messieurs totalement étrangers à la psychiatrie pénétrer dans les pavillons, assister aux entretiens "médecins-malades" (c'est déjà arrivé hier au P9), accéder aux dossiers, etc...alors que l'accès de l'hôpital est interdit à toute personne étrangères au service.

Il est fait bien peu de cas du secret professionnel. Mais qu'est ce qui peut pousser des élèves officiers à venir à l'hôpital psychiatrique ? N'est ce pas une excellente occasion pour eux de voir comment fonctionne une institution qui comme l'armée a pour rôle de prendre en charge la vie d'un groupe et de maîtriser les réactions d'agressivité et en fait d'apprendre comment mater les fortes têtes plus subtilement.

Allons nous laisser ces boys scouts attardés venir chercher l'aventure auprès des "fous" comme certains de leur promotion sont allés la chercher au Gabon.

Allons nous laisser ces futurs officiers dont le métier est basé sur l'embrigadement de la jeunesse venir apprendre leur travail chez nous. Déjà les équipes du P9 et du P4 ont refusé cette intrusion intolérable d'un militaire sur leur lieu de travail et auprès des malades. Ils ont signifié à leur St. Cyrien de quitter le pavillon. Comme ceux du P4 et du P9 nous vous appelons à les refuser dans les pavillons où ils se présentent et à venir mercredi 19 Mars à 12h 30 devant la salle des fêtes, afin de les exclure définitivement de l'hôpital.

Le Comité pour l'exclusion des St. Cyriens du Pont-Piétin: Constitué entre autres de:
 La C.G.T. du Pont-Piétin
 De membres de l'A.E.R.L.I.P.
 DE syndiqués C.F.D.T.
 De ... " autres sans étiquettes ".

LA LIBERTE D'EXPRESSION AU CENTRE SOCIAL DU
BOUT DES PAVES

Le groupe cinéma du quartier invitait le vendredi 21 les personnes de la cité au film "avoir 20 ans dans les arès", suivi d'un débat avec le CAM (comité anti militaristè) et le CSOC (comité de soutien aux objecteurs de conscience) sur l'armée.

1° phase: deux personnes de la FNACA (anciens militaires d'Algérie) se présentent au centre social vendredi à 15 heures: "ce film est une insulte pour les morts en Algérie...nous allons faire brûler le centre social si vous le passez...je tuerai pour faire respecter les morts".

2° phase: Madame Désormaux, conseillère municipale, ancienne rapatriée et présidente des centres sociaux, déclare aux animateurs sa ferme opposition à ce que de tels films passent et accuse les centres sociaux d'être de plus en plus politisés: "de quoi j'aurai l'air devant mes camarades socialistes de la mairie qui ont déjà interdit le passage de ce film à Nantes."

3° phase: Le groupe cinéma maintient quand même la réunion pour 20H30; 50 à 60 personnes venues voir le film commencent à débattre de la liberté d'expression. Une idée s'impose au public "nous ne devons pas céder devant le fascisme car il profiterait de notre faiblesse pour avancer.... et que, si on cède cette fois, ils pourraient bien nous interdire ce qu'ils ne jugent pas bon."

Entre temps, une personne du groupe cinéma peut joindre Madame Désormaux au téléphone pour lui demander les raisons de l'interdiction d'un film non censuré, et qui est déjà passé dans d'autres centres sociaux de Nantes.

Pour Madame Désormaux, bien connue pour ses positions de droite... ou d'extrême droite:

" j'ai reçu des plaintes de la FNACA, et c'est une véritable provocation aux gens du quartier que de passer un tel film. S'il y a de la casse, jê vous en rend personnellement responsable."

Donc nous passons un film non censuré, des gens viendraient tout casser, et ce serait nous, les agressés, les responsables . Madame Désormaux ne manque pas d'objectivité.

Malgré cette réponse, l'assemblée des personnes décidait de passer le film et de tenir le débat sur l'armée après la projection.

Tout se déroula sans incident.

IMP. DES THEBAUDIÈRES .

" Encore une fois , la direction des Thébaudières se dérobe face au personnel en lutte " déclare un communiqué de la section syndicale CFDT .

Mercredi , à l'issue de la rencontre avec l'Inspecteur du travail , et devant un représentant CFDT , et des membres du personnel , le directeur avait promis de donner , dès jeudi une réponse aux demandes du personnel (réintégration de la personne licenciée. Intervention du CREAT , en ce qui concerne la pédagogie , levée des avertissements , paiement des jours de grève) .

JEUDI: aucune réponse , poursuit la CFDT , si ce n'est du directeur à la personne licenciée, lui notifiant qu'il ne pouvait prendre aucune décision à son sujet , n'ayant pu consulter son conseil d'administration .

Le personnel ne peut accepter ce jeu de cache - cache . C'est pourquoi , vendredi , deux délégués du personnel et le rééducateur licencié ont rencontré le directeur qui a donné une réponse ." La direction des Thébaudières refuse toutes les propositions du personnel, aussi bien en ce qui concerne la pédagogie , ainsi que toute recherche de compromis " affirme la CFDT.

Devant ce refus catégorique et cette fuite, le personnel est prêt à "étendre le conflit et à dénoncer les anomalies de l'IMP. De plus elle saisit la commission de conciliation paritaire de la profession " .

L'OCCUPATION PACIFIQUE DU FOYER DE LA PELLETERIE CONTINUE .

Comme nous l'avions indiqué la semaine dernière le Foyer de la Pelleterie continue d'être occupé .

Se relayant les uns après les autres , une dizaine d'hommes hébergés à la Pelleterie occupent en permanence les locaux de puis vendredi matin .

Cette occupation est toute pacifique et se fait dans le respect du règlement de la maison . Par cette action , ils s'opposent à la décision de la mairie de Nantes de fermer ce foyer le 31 Mars prochain , par mesure d'hygiène, fermeture qui aura pour effet de les envoyer arbitrairement dans un foyer privé , celui de BENOIT LABRE .

Dans un communiqué , les 19 organisations du collectif qui soutient l'action des hébergés , rappellent leurs exigences auprès de la municipalité , engagement de créer , dans un autre lieu un ou plusieurs centres municipaux de réinsertion pour les hommes ; maintien du foyer municipal de la Pelleterie tant qu'aucun foyer municipal n'est réalisé , opposition à la privatisation d'un service social qui relève de la ville de NANTES, maintien de personnel actuellement employé.

Rappelons que

ce collectif est composé des organisations suivantes:

PCF , PSU, RS, RADICAUX DE GAUCHE , CGT , CFDT , CRI, VIE LIBRE , FNMIP, ASF, APF, FCF, Famille rurale , APTS, Veuves civiles , JOC, JOCF , CGL et Emmaüs .

UN ELEVE TUE A ST NAZAIRE .

Vendredi dernier , Jean - Pierre Geffray , élève au CET de SAINT NAZAIRE est mort électrocuté . Un "accident " , bien sûr . Un "accident" comme tant d'autres . Mais cette fois , il y a eu mort . Une confirmation dont on avait d'ailleurs pas besoin - de la justesse des revendications des élèves de CET qui , tout au long de la mobilisation de ces dernières semaines contre la loi Haby , ont mis en question leurs conditions de travail et de vie quotidienne .

Cité scolaire de ST. NAZAIRE, un lycée classique et moderne , un CES , deux lycées techniques , deux CET , en tout 5000 élèves environ .

Jeudi dernier , au conseil de classe de la seconde BEP électriciens (brevet d'études professionnelles) , les parents et les profs font pression sur les élèves pour qu'ils cessent la grève qu'ils faisaient depuis trois semaines .

Vendredi les élèves rentrent en cours et font un exercice de montage " dans les conditions de l'"examen" . Jean - Pierre reçoit une décharge électrique . Deux heures après , il est mort .

Dès que sa mort est connue , vendredi en début d'après - midi , des discussions s'engagent , un tract est rédigé dénonçant les conditions de travail . Les copains de J. Pierre décident de faire une veillée le soir même ; le proviseur l'autorise . Mais à cette veillée , peu après 20 H , il vide le parent et le prof présents à cette veillée . Immédiatement 4 autres profs arrivent ainsi que le responsable de la Fédération Cornec des parents d'élèves . Les élèves font une manifestation silencieuse dans la Cité scolaire . Le proviseur , lui , se terre dans son bureau , toutes lumières éteintes .

Mardi matin , tous les élèves du technique attendent devant le bureau du proviseur la sortie du président des parents d'élèves : ils veulent que leur soit communiqué le dossier fait par la commission d'enquête sur la sécurité . Mais ce dossier ne leur sera pas donné et pour cause : dès 74 cette commission avait souligné la vétusté des machines utilisées dans les ateliers et indiqué que tout le système de sécurité était à refaire . Coût : 80 millions . "On a laissé les choses en état D'ailleurs à quoi bon mettre les conditions matérielles en question ; Jean Pierre est mort à cause "d'une faute d'inattention." comme disent la plupart des profs . Devant tant d'hypocrisie et de lâcheté , les élèves ont décidé de ne pas reprendre les cours d'ateliers après les vacances .

Réponse de l'administration ; oubliez votre "rancœur" . Non , ils ne l'oublieront pas . Pas plus qu'ils n'oublieront la mort de leur camarade .

DES ENSEIGNANTS ECOLE EMANCIPEE
ST NAZAIRE.

RECENSEURS, PARCOURS:

7

JOYEUX ESSOR DE L'INCIVISME A NANTES

LE TRESOR DE GUERRE DES RECENSEURS...

Négociations suspendues-stop- trésor de guerre introuvable-stop- coups de matraques à l'hotel de ville-stop- on recherche un médiateur -stop-

Voilà, c'est bref : 100 recenseurs mécontents de leurs 65 000 F par mois (anciens francs), "tarif proche de celui des rempailleurs de chaises à la santé dont nous restons d'ailleurs solidaires", disent-ils.

Dans les banlieues voisines, Orvault, St Herblain, St Sébastien, la paye est supérieure.... Revendications, négociations, échec... coup de main sur la caserne cambronne, cité administrative qui jouxte l'hotel de police, plus de 15 000 dossiers de recensement déjà remplis sont emportés et planqués ("à l'archevêché naturellement", LIP n'est pas mort pour tout le monde) . Ils serviront d'argument pour la poursuite d'entretiens "allégés de tout protocole" avec les responsables municipaux (cheveux longs, petits bonnets, sabots, quelques bureaux légèrement piétinés, les marginaux, demi-chômeurs, étudiants en rupture d'études et bien d'autres encore, qui constituent ici la piétaille du recensement ont la dent dure)

Quinze inculpés pour vol, dont certains se trouvaient au moment des faits....au palais de justice. Solidaires, 100 de leurs camarades (sur 300) retiennent alors leurs propres dossiers de recensement, non encore rendus.

En clair, le recensement à Nantes est à refaire. La Ville parle d'utiliser directement la police administrative, les "grévistes" envisagent une riposte: chacun distribuera dans son secteur de porte à porte un tract, pour dissuader une population déjà réticente de se faire une deuxième fois mettre en fiche...

Situation bloquée: vendredi, assemblée générale dans la grande cour de la mairie, 150 personnes au soleil, quelques amis sont venus prêter la main... Négociations, délégations: pour les revendications, ça marche, à peu de choses près, mais il faut rendre les dossiers d'abord. Pas question.

En fin d'après midi, le hall de la mairie est envahi, légères bousculades. Routier Provost, premier adjoint "socialiste", appelle les flics (et s'en vante) . Un commissaire, moustache en bataille, deux trois cars, quelques coups de matraque, des interpellations.... rues bloquées dans le centre ville, "libérez nos camarades", quelques charges encore.... La concertation, comme on dit, est au point mort.

Conclusion provisoire: la CFDT est contactée, pour servir de médiateur honorable et contribuer à cette rénovation du syndicalisme dans un secteur où son implantation reste faible.

--- / ---

Conclusion supplémentaire: dans la nuit de jeudi à vendredi, quatre recenseurs, ivres d'action directe, descendent dans la rue. Armés de la plus grande détermination politique et de quatre marteaux, ils s'attaquent aux parcmètres comme Don Quidhotte aux moulins à vent de l'histoire. Cent parcmètres sont K.O., quatre millions de dégats déclarés, les quatre sont au gniouf. Le comité nantais contre les parcmètres, mieux inspiré d'habitude dans la chaleur des réunions publiques, désavoue leur action. Tapier, leader de l'action anti-parcmètres, dont le comité encourageait pr'sque de telles actions, ne veut pas les défendre. C'est Routier Leroy, digne fils de Routier Provost et nouveau leader du P.S. mitterrandiste, qui prendra leur défense au tribunal: déchirement cornéliens en perspective, papa étant, comme chacun sait, plutôt pro-parcmètres (porte-feuille oblige)

oo
 ooo

DERNIERES NOUVELLES: COMMUNIQUE DES AGENTS RECENSEURS

La mairie semblant navrée de l'irresponsabilité de l'élù qui a lâché la police sur les recenseurs vendredi dernier, les recenseurs ont décidé de reprendre contact par l'intermédiaire de la section des communaux CFDT.

Les agents recenseurs avaient déjà fait savoir leur acceptation des solutions de la mairie, les discussions ayant été bloquées par celle ci sur les modalités de restitution des documents. Cette négociation s'ouvrit sur des bases plus saines, la mairie acceptant que la CFDT soit temporairement dépositaire des documents et garante de leur restitution. Toutefois, le zèle intempestif du commissaire Morineau incommodant la délégation (2 arrestations pendant la discussion), ceux ci exigent un rappel à l'ordre immédiat de ce policier de bonne volonté, mais peu diplomate.

Ce détail réglé, un accord fut conclu sur la base d'une prime de I F 25 par Bulletin individuel, 0,50 par bulletin de maison et feuille de logement et bien entendu, arrêt immédiat des poursuites et de la plainte.

De plus, sur proposition des fonctionnaires mandatés, une lettre sera adressée au maire pour qu'un accord soit prévu avec l'INSEE concernant le paiement au SMIC des heures d'instruction et la prime de transport.

Les documents furent donc restitués mardi 25.
 LES RECENSEURS SE FELICITENT DE L'HEUREUSE ISSUE DES NEGOCIATIONS

oo

RECENSEMENT:
 DITES N'IMPORTE QUOI



LA DEGRADATION DU MONUMENT DES 76 DU BELE:

UNE PROVOCATION FASCISTE AFFIRME LE "COMITE LARZAC"

La campagne de presse organisée contre la manifestation de soutien aux paysans du Larzac, Dimanche 19 à Nantes, ne peut laisser indifférentes les organisations populaires, syndicales et politiques.

Tout laisse penser qu'il s'agit d'un véritable coup monté, avec provocation, mensonges et injures, pour nuire à un mouvement qui gêne le pouvoir dans ses visées nationales et impérialistes.

L'extension du camp militaire du Larzac qui entraînerait l'expulsion d'une centaine de familles de paysans est maintenant rejetée par la plus large majorité de l'opinion: même le conseil municipal de Millau (ville du Larzac), dont le maire est UDR, a pris position contre l'extension du camp du Larzac. Comme il devient impossible de combattre ouvertement le large mouvement qui refuse l'extension du camp, tous les moyens sont bons pour le saboter de la façon la plus ignoble.

Al sujet des prétendus incidents de la manifestation de dimanche, les organisateurs de celle ci, ainsi que les militants des organisations signataires de ce communiqué qui ont participé à titre personnel à cette manifestation tiennent à affirmer :

1°- que le pique nique de dimanche midi, le défilé vers le terrain militaire et les forums de discussion qui ont suivi se sont déroulés dans le plus grand calme;

2)- Que les manifestants sont passés à plusieurs centaines de mètres de la plaque commémorative des 76 fusillés de la Résistance: il est donc inadmissible d'établir un lien entre cette manifestation et une dégradation du monument qui a pu se produire avant ou après la manifestation, par des provocateurs complètement étrangers à celle-ci.

Cette accusation ne peut donc avoir pour but que de nuire au mouvement de protestation contre l'extension du camp du LARZAC et à ceux qui animent ce mouvement.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas ne pas souligner la différence énorme entre l'importance apportée par la presse à ce fait que nous sommes les premiers à dénoncer, et le quasi silence fait autour de l'attentat criminel commis il y a quelques jours sur le plateau du LARZAC et qui a failli coûter la vie à une famille de paysans comprenant 7 enfants en bas âge.

Enfin nous apportons notre témoignage de sympathie aux familles des 76 fusillés de la résistance morts dans la lutte contre le militarisme nazi. Par notre lutte actuelle, nous espérons poursuivre le combat qu'ils ont engagé et nous affirmons que ceux qui inspirent les attaques contre nous aujourd'hui sont de la même espèce que ceux qui ont donné l'ordre de les fusiller.

Le comité Larzac. Les organisations suivantes citées dans la presse et qui participent au comité larzac: paysans travailleurs- PSU- FNSEA- Comité d'action des bords de l'ordre- CA aéroport de ND des Landes.

COMMUNIQUE DU VENT DE LA ZONE .

Un dossier de CREUSOT - LOIRE était paru dans l'APL numéro 88, à propos des inadaptés au travail . Cette circulaire , dans la pratique donne ceci :

Un travailleur handicapé reconnu apte par la médecine du travail , est embauché chez BRISSONNEAU ET LOTZ depuis 7 mois comme soudeur . Effectivement , lors de la visite d'embauche son handicap n'est pas un obstacle au métier de soudeur , mais ce camarade a des ennuis avec ses yeux :

ce qui est son second handicap .

Pour le premier :

La direction reste indifférente , puisqu'il peut produire comme n'importe quel soudeur .

Mais pour le second :

c'en est trop . On prévient notre copain , à midi que ce soir , son compte sera prêt . On lui paye même un mois de pré avis .

La nouvelle circule vite , si vite que , sur le coup de 14 H. il n'y a plus personne pour passer le travail .

On ne devait pas reprendre , ce Jeudi 13 , sauf les équipes de l'après midi. Elles ont d'ailleurs elles aussi débrayé 3 heures.

LE JEUDI 13 A 21 H:

L' adjoint au chef du personnel , et le gardien chef viennent chez notre copain pour lui porter son compte et lui donner son certificat de travail et surtout lui conseiller de ne pas revenir à l'usine .

LE VENDREDI 14 :

Il était là avec nous , en bleu , dans la cour . Il défilait avec nous . La grève s'organise en AG . On décide de faire un demi de débrayage le matin , et un autre demi , l'après midi ; contrairement au règlement de l'usine qui ne tolère les débrayages qu'à l'embauche ou à la débauche .

Près de 900 personnes défilaient en chantant " l'inter et en criant " pas de licenciement - réintégration" .

Certains en ont profité pour faire une visite de leur usine qu'ils ne connaissaient pas .

LE LUNDI 17 :

Les débrayages reprennent . La direction fait deux propositions de reclassement en attendant sa convocation à un stage d'AFPA , pour handicapés physiques , comme s'il n'était pas possible de le reclasser dans la boîte (1150 personnes), mais la direction BRISSONNEAU ne veut pas revenir sur sa décision, surtout que bientôt , en MAI, il y aura la bagarre pour les accords d'entreprise et il ne faut pas que ce soit une victoire totale pour les travailleurs .



LE MARDI 18:

Défilé : on fait le ramassage dans tous les coins de l'usine . Y a du monde . Le moral est bon . On a pas l'intention de lâcher comme ça /.

LE MERCREDI 19 :

journee de négociations . On apprend qu'à la SERCEL , qui était une des deux propositions , c'est foutu .
Dommage . On avait pourtant pris contact avec les sections syndicales de la Sercel , ...faudra voir la deuxième .

LE JEUDI 20 :

Le syndicats vont voir l'inspecteur du travail qui prend rapidement les devants en disant qu'il ne s'agit pas d'un licenciement mais d'une rupture de contrat .
Pourtant les deux conduisent au chômage . De la deuxième boîte , on apprend qu'il n'y a pas de syndicat . Les syndicats demandant une réunion avec le nouvel employeur . Le patron de chez BRISSONNEAU et les deux organisations syndicales , qui ont réussi à faire une lettre d'embauche avec un minimum de garanties , mais rien n'est certain .
Nous gardons des contacts avec notre copain , pour savoir , si ça nest pas un piège .

LUNDI 24 :

Assemblée générale d(une heure , pour informations . Le copain doit prendre le boulot , le mardi 25, avec le même salaire requ'à BRISSONNEAU, plus son treizième mois ; mais faisons lui confiance .

CE QUE L'ON PEUT DIRE MAINTENANT :Les aspects positifs :

Violation du règlement intérieur ; une arme intéressante pour les prochaines luttes .
Les débrayages en cours de poste seront maintenant un acquis .
Mise en garde pour les licenciements à venir . Cela ne sera pas aussi simple qu'avant .
Très bon départ pour les accords d'entreprise - en Mai , combativité incontestable .
Organisation des luttes - une autodiscipline des travailleurs plus grande détermination .

Les aspects négatifs:

Nous n'avons pas obtenu la réintégration dans la boîte .
Mais il faudra en tirer les leçons .
La lutte continue pour le paiement des heures de grève .
On est à la recherche de nouvelles formes de luttes , mais il y a de la réserve .

Note APL: Le dossier sur les handicapés n° 88 a été diffusé sur l'usine au moment de l'action .

A FAY DE BRETAGNE : ESPACES VERTS POUR TOUS

Tous les sites intéressants , seront ils accaparés par ceux qui ont du fric, pour en faire des propriétés privées .,?

LES FAITS .

Un toubib de Nantes (DE FERRON) , conseillé par le notaire du coin , projette de s'accaparer , dans la vallée de la HAMONAIE, en Fay de Bretagne , une quinzaine d'ha pour y faire un lac , pour soit disant étudier les poissons , étude qui pour nous, apparait comme un camouflage , pour y créer plus facilement son parc privé .

LES REACTIONS :

Une première pétition de 80 signataires de la commune demande à la municipalité de se pencher sur la question et de prévoir l'achat de ce terrain afin d'y faire un aménagement public .

Pétition qui dénonçait les propriétés privées alors que les endroits de détente sont de plus en plus rares , alors que' ils deviennent une nécessité , quand on regarde les conditions de travail et pour beaucoup les conditions de logement dans les cités et HLM .

Le conseil municipal , bien orienté par le maire (toubib) et le premier adjoint (notaire) et d'autres conseillers ont répondu à l'unanimité l'accord pour le projet de DE FERRON rejetant les propositions .

Suite à cela , quelques personnes ont décidé de créer un "comité détente et espaces verts pour tous " qui pour l'instant a pris contact avec les municipalités environnantes , conseil général , presse ,etc ...

Affaire à suivre

Dernière minute : 15 jours ont passé entre l'envoi d'un communiqué et sa parution dans OF , il a même fallu se déplacer au bureau de NANTES .

=====

BOUT DES LANDES +++suite de l'action sur les bus +++++

Il y a quelques semaines , une manifestation des habitants du quartier avaient manifesté dans les locaux de la Mairie de Nantes exigeant une desserte par bus . Samedi dernier , l'action devait se continuer sous une formenouvelle .

Mais Vendredi soir , la Mairie , par un communiqué , annonçait qu' une ligne de bus était prolongée jusqu' au bout des Pavés , jusqu'au bout des Landes .

CONCLUSION . SEULE LA LUTTE PAIE .

=====



dossier
lycées

POURQUOI L'APL A ORGANISÉ UNE TABLE RONDE SUR LES LYCÉES .

Mercredi 19 MARS, pendant le tirage du numéro 89, nous arrive un texte signé "GROS LOUP" feuillet voulant " semer la subversion dans les lycées ", être un journal "anti - moutons " , faire prendre conscience à tout le monde du sens de leurs responsabilités, lutter contre les pouvoirs des administrations dans les lycées, et aussi, dans le cas de la réforme Haby, contre le pouvoir des organisations comme la ligue communiste, l'UNCAL, l'UNEF, Révo, qui monopolisent et canalisent le mouvement pour des motifs qui leur sont propres. "

L'aspect polémique du texte suscita des réactions diverses au sein de l'équipe APL qui décida alors d'organiser une table ronde le samedi 22.

PRESENTATION DU DEBAT

Présents: le Gros Loup, l'UNCAL, Révolution, LCR; les lycées: Jules Vernes, Camus, Clémenceau, Guist'hau.

Un absent de marque : les CET. Absence que nous déplorons étant donné le caractère original qu'ils apportent dans ce mouvement et que nous essayons de suppléer en plaçant un tract de la coordination de la Roche sur Yon et un extrait d'un autre tract de la coordination des CET de Nantes.

Il nous a semblé préférable de présenter le débat (en raison de sa longueur et de retours fréquents sur les mêmes thèmes), sous une forme condensée et sur les points suivants:

- A) lutte contre la réforme Haby ou "l'école"
- B) les organisations manipulent-elles le mouvement ?
- C) les profs alliés ?
- D) la violence
- E) réaction des organisations sur les 2 premiers points.

A) réforme Haby

-- Le prétexte du mouvement a été la réforme Haby. C'est ce qui nous a permis de descendre, mais en fait, la raison fondamentale qui nous a fait descendre, si on est honnête, c'est le rabol général dans les lycées, l'enseignement que l'on subit, l'amarçonnement général, c'est contre l'école.

-- moi je ne renie pas ce qu'on fait les différents groupes, mais ce qu'il faut faire, c'est aller plus loin, on en a marre. On le dit: la responsabilité pour chacun n'est pas se faire mener dans une manif par des mecs qui crient "à bas la réforme Haby", c'est trop facile. Le rabol de l'école est évident, même pour les non grévistes. La grève a été lancée par les organisations; un jour, une fille est venue et a dit: "la réforme Haby etc..."; mais voilà, ça représente pleins de trucs derrière.... ON est plus d'accord pour continuer à gueuler contre la réforme Haby alors que la réforme Haby, on s'en fout.

-- si on veut aller plus loin, les lycéens ne suivront pas, le problème est là...

-- On dit que c'est contre la réforme Haby, autrement on nous prendrait pour des rigolos.

-- Est-ce que lutter contre la réforme Haby c'est nécessairement lutter contre l'école ?

-- On ne lutte pas contre "l'école"

-- On ne veut pas lutter pour refaire la même chose, une autre école, du même type, avec des professeurs, des attitudes figées comme on a maintenant, ce n'est pas la peine.

-- Il faut aller plus loin; qu'est ce que vous entendez par aller plus loin dans votre critique de l'école ?

-- être sincères avec nous mêmes, d'abord en ne continuant pas à dire: on lutte contre la réforme Haby

-- il ne suffit pas de descendre dans la rue en disant: on détruira l'école...

-- La réforme Haby réforme de classe; quand tu t'y attaque, tu t'attaques à l'école de classe en tant que telle. Aujourd'hui le mouvement lycéen n'est pas capable tout seul de mettre en l'air l'école.

-- des réformes, il y en a toujours eu; derrière celle là, il y en aura une autre. Plutôt que de lutter spécifiquement contre une réforme, vaut mieux lutter contre l'école.

-- réforme Haby, réforme Débré, réforme Fontanet.... Quand tu dis réforme Haby, réforme de classe, les gens rigolent. T'entends ça tout le temps, armée de classe, etc..., ça passe au dessus de la tête.

--tu peux leur dire des choses contre la société en général, ça leur passera au dessus de la tête pareil....

-- élargir le mouvement, c'est pas ça récupérer ?

-- l'élargissement est contenu dedans: réfléchir à la portée des problèmes dans des commissions etc..., même si ce n'est pas l'orientation de la lutte, t'abordes des problèmes, c'est important, au lieu d'élargir tout de suite en disant pn ne descend plus dans la rue contre la réforme Haby mais contre la société.

-- Dans la mesure où, à travers la réforme Haby, tu dénonces le renforcement de la société capitaliste, tu dénonces de fait le système, tu dépasses le cadre de la réforme Haby. Le problème se pose alors de mettre en avant un corps de mots d'ordre: pas "démocratisons l'école", mais des choses où la bourgeoisie sera obligée de montrer son refus.

-- vous réclamez une sélection moins accrue. Vous croyez que la bourgeoisie a la main sur l'école et ne peut, pas plus la démocratiser qu'un patron d'usine, elle ne fera pas quelque chose qui irait contre son intérêt, c'est utopique. Ce réformisme ne rime à rien

-- tu voudrais que les types quittent tous l'école, c'est utopique (pourquoi vous y restez?)

-- c'est comme l'ouvrier à l'usine, si j'y reste, c'est pour essayer de foutre le système en l'air, bon, je suis là...

-- s'il y avait un mouvement de masse de désertion de l'école, la masse des scolarisés n'irait plus, la bourgeoisie créerait d'autres filières à côté pour des cadres, ses fils, à côté, d'autres biais que l'école publique, pour les autres, ils seraient jetés sur le marché du travail complètement nus, sans diplôme...

-- c'est loufoque de ne plus aller à l'école dans le système actuel, c'est condamner tous ceux qui sont défavorisés au départ, alors que nous on s'en sortirait très bien!

-- faire sauter l'école, se révolter contre l'école, c'est un point de départ pour changer le système.

B) Les organisations manipulent-elles ?

-- on a essayé de détruire le fait que le mouvement était mené par des gens qui appartenaient tous à des organisations et qui ont utilisé la réforme Haby pour faire descendre les lycéens dans la rue.

-- je pense que c'est vrai que les organisations politiques ont eu une assez grande importance pour lancer le mouvement... à Camus par contre, c'est le comité de lutte, un groupe de lycéens qui veulent faire quelque chose sur le bahut qui est à l'origine de la grève.

-- il est certain que c'est le comité de lutte, mais si le comité de lutte a été créé, c'est par des militants.

-- nous on ne propose rien, on n'est pas d'accord pour proposer quelque chose qui serait une récupération, on veut que les gens eux-mêmes proposent quelque chose...

-- c'est un peu facile.

-- une structuration démocratique du mouvement, des AG qui mandatent les gens sur des bases claires, qui peuvent alors parler au nom du mouvement.

-- ce qui est vrai, c'est que la lutte n'a pas été vraiment prise en charge par l'ensemble des lycéens... A la coordination, là où se décide tout le mouvement, le débat sur la représentativité n'a pas eu lieu. c'est une énorme faute de leur part, c'est là, qu'il devrait avoir lieu et dans tout les bahuts.

-- ça peut se résoudre facilement: la coordination ne doit plus être le cartel d'organisations qu'elle est actuellement: UNCAL, Rouge Révo. Les gens qui doivent y être doivent être délégués par les lycéens

-- C'est faux, le problème a été soulevé en coordination mercredi par moi...

-- la coordination, c'est un certain nombre de types qui ont lancé le mouvement sur leurs bahûts qui se retrouvent au jardin des plantes.

-- en accusant les organisations de manipuler le mouvement, vous semez le trouble dans l'esprit d'un individu

-- je préfère semer le trouble dans l'esprit d'un individu que de le voir suivre

-- on lutte contre le pouvoir capitaliste, mais vous, vous effectuez un autre pouvoir vis à vis des lycéens, c'est là qu'on est pas d'accord.

-- vous parlez de leur faire prendre leurs responsabilités, qu'est ce que vous faites pour cela ?

-- il faut qu'ils prennent leurs responsabilités en prenant leurs responsabilités...

-- s'il y avait une coordination représentative, elle pourrait parler aux syndicats de profs et d'enseignants, d'où la bataille pour une représentativité réelle

-- la coordination n'était pas vraiment représentative au niveau démocratique, pas élue, mais elle représentait quand même assez toutes les tendances du mouvement.

C) rapports avec les profs

-- La jonction avec les profs ? il y aura des congrès. A chaque fois qu'ils ont une décision à prendre, il faut qu'ils aient leur réunion. Le samedi d'avant, la position ne vient jamais, c'est vraiment dégueulasse, ou alors un mot d'ordre national.

La FEN, qui a le plus grand poids ne veut aucun mouvement avant les vacances. Le seul soutien est de ne pas marquer les absents... il n'y a eu aucun mouvement de profs.

La question, c'est un durcissement de nos positions par rapport aux profs, les mettre au pi d du mur, pour qu'ils fassent quelque chose. Pour Camus, à la suite de la manif où il y a eu la répression des flics, il a fallu que les lycéens envahissent la salle des profs pour arracher un communiqué de dénonciation de l'attaque policière... les syndicats ne sont pas prêts à faire une action quelconque. Le mouvement lycéen doit vraiment pousser les profs à les soutenir

D) la violence

-- Le mardi 18, la manif s'est engouffré comme des cons au bas des grilles, la tête de la manif a tourné, le milieu s'est retrouvé face aux flics...L..il y a eu des trucs...ils ont commencé à balancer leurs machins fumigènes n'importe comment... tous ceux qui menaient la manif quand c'était calme, on ne sait pas ou ils sont passés pendant ce temps la...quelques types avec des casques et des matraques disaient: "ne vous barrez pas..."

--Pour une bagarre, il aurait fallu armer les lycéens, pas des flingues, prévoir en cas d'affrontement avec les flics...

--A quoi ça t'aurait servi ?

--Montrer qu'on avait pas peur des flics...

--La démonstration a été faite que la bourgeoisie tenait assez à sa réforme pour envoyer les flics.

--Aller au rectorat pourquoi? Un symbole politique, vu les menaces de Haby (que tous les lycées en greve a plus de 60% seraient fermés), et que la repression s'abattrait. Face au durcissement du pouvoir, il fallait durcir notre position, le mouvement lycéen entrait dans une autre phase, il n'était plus question de manif dans la rue dans le seul but d'exprimer la lutte actuelle dans les lycées, il fallait vraiment donner une réponse à Haby, attaquant le symbole de l'Education Nationale dans la ville, le Rectorat.

--On s'attendait à ce que les flics protègent le Rectorat. A la manif d'avant, qui était en ville, les flics étaient déjà au rectorat.

--Les effets de cette manif? Progression ou regression? --C eux qui n'avaient jamais vu les flics ont pu dire: les flics, c'est des beaux salauds; ceux qui les avaient déjà eus: ça va, c'est comme d'habitude", ceux qui sont formés politiquement: bon, Haby nous envoie les flics, c'est normal.

--Ça n'a pas eu un effet aussi mobilisateur qu'un affrontement physique avec les flics, direct. Les grenades lacrymogènes, c'est relativement anonyme...ils n'ont pas ressenti une attaque directe du pouvoir

--La manif n'était pas en état d'affronter les flics, on a essayé d'éviter les dégats...on aurait été perdants...Au moment de la manif, sur Jules Verne, l'UNCAL est rentré en cours.. Non, l'UNCA y était, il a même déchiré son pantalon, l'UNCAL était partie prenante mais en laissant aux adhérents le libre choix d'aller en cours ou d'aller à la manif, vu les conditions dans lesquelles l'appel avait été fait

--Le problème de la violence ne doit pas être posé dans l'abstrait mais en tenant compte de "où en est le mouvement". Ça peut être différent en avril au moment du vote de la loi.

E) POSITIONS DES 3 ORGANISATIONS

UNCAL--Evidemment, il n'y a pas de volonté de récupérer le mouvement. Il est aussi évident qu'une coordination idéale serait une coordination représentant des élèves mandatés par les lycées sur la base d'une élection démocratique. Or, dans l'impossibilité de le faire (mouvement trop peu suivi dans certains bahuts) ce sont les organisations en place, syndicales ou politiques, qui se retrouvent à la coordination avec des indépendants. Nous avons proné l'alliance totale des lycéens, par delà les appartenances, dans le cadre de chaque lycée (comités de lutte) et fait abstraction de nos revendications propres. Nous pensons que la lutte contre la réforme peut permettre aux lycéens de prendre conscience de l'

l'iniquité du système .

Seulement , une critique totale du système politique donc (nous sommes un syndicat) ne permettrait pas , dans le contexte actuel du mouvement d'amplifier le mouvement .

La lutte contre la réforme est une base solide . Nous ne pensons pas qu'il soit encore temps de généraliser le combat .

D'ailleurs , cela ne mènerait qu'à un désistement.

=====
LCR . La réforme HABY pose le problème de la sélection sociale , des débouchés (et par conséquent du chômage aujourd'hui) . Lutter contre cette réforme , c'est donc , non seulement remettre en cause le rôle de l'institution scolaire dans la société capitaliste , mais c'est aussi prendre sa place dans le combat par le renversement de cette société .

Le problème de la jonction avec les enseignants , les travailleurs et leurs organisations est donc posé . Les organisations politiques ont des responsabilités quant à l'impulsion de ce débat dans le monde lycéen . Mais pour que les lycéens puissent réellement prendre en charge ce débat et le trancher , ils doivent se doter de structures qui permettent une réelle démocratie (comités HABY, comités de grèves , coordination mandatée) .

C'est la seule façon d'éviter que des organisations décident à la place des lycéens .

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE.

+++++

OCR . Pendant la lutte, l'élection de délégués par classe (ou en AG) est le moyen irremplaçable pour que le mouvement en cours soit le reflet réel de la volonté des lycéens en lutte et que les moyens existent de centraliser le mouvement (coordinations) de trouver des initiatives centrales

Mais il ne suffit pas de trouver des formes de structures démocratiques il faut agir pour que tous les lycéens en lutte puissent concrètement prendre en charge le mouvement .

commissions d'animation, groupes de solidarité

Enfin , nous pensons qu'il est nécessaire d'organiser la gauche lycéenne pour qu'elle puisse , sur des bases de lutte de classe , agir dans le mouvement , être une force d'initiatives et de propositions , se battre contre les orientations liquidatrices (comme celle de l'UNCAL) , relier la mobilisation lycéenne aux autres luttes ouvrières et populaires :

c'est le rôle que nous voyons aux comités de lutte .

ORGANISATION COMMUNISTE REVOLUTION .

+++++

LYCEES - CET en bref - LA CHAUVINIÈRE .

Le mouvement a commencé le 4 Mars , journée de concertation prévue par HABY : refus de ce " dialogue Bidon " et grève . grève aussi , le même jour des profs du SNES et du SGEN , dont certains passent la journée dans le lycée à discuter avec les élèves : sur 120 profs , une dizaine se mêle aux élèves , mais tous , à peu près , font grève . Le lendemain , reprise des cours .

La semaine suivante , le Mardi II , jour de manif, grève des élèves , qui se poursuit le Mercredi , le Jeudi , et le Vendredi . Sur 1100 élèves (CET et Lycée ensemble) 50 à peine suivent les cours : la grève est beaucoup plus suivie que , par exemple , dans les lycées du centre .

" C'est bien passé , en profondeur que tout ce qui était contenu dans la réforme HABY était déjà présent , en moins accentué dans l'école " . D'après plusieurs témoignages , la conscience d'ensemble des problèmes est plus forte que les années précédentes . Lycéens et CET , refusant toute ségrégation , participant ensemble au mouvement . Mais , on doit reconnaître que les lycéens , déjà en situation de privilège culturel , parlent plus que ceux du CET : " ceux du lycée parlent , les CET écoutent ? .

Le Comité des élèves , qui anime le mouvement , comprend des élèves du lycée et du CET . Il refuse de s'appeler Comité de lutte , par réticence vis à vis des "groupes politiques " . Le comité n'est pas élu , mais reconnu tacitement , en période d'action , par les AG quotidiennes . Il participe aux coordinations sur NANTES .

Le soutien des profs est très faible , c'est un handicap pour le mouvement des élèves . Un jour , 3 élèves sont allés dans la salle des profs pour essayer d'activer leur soutien ; accueil d'ensemble glacial , à part une petite minorité .

Des contacts ont été pris avec la CFDT , les ASF APF , la Fédération CORNEC , pour expliquer la situation aux parents , et plus largement en dehors du lycée .

(entretien APL avec une élève et un prof de la)
CHAUVINIÈRE .

NON AU C.E.T. USINE

NON A LA SELECTION SOCIALE

Qu'est-ce que la réforme Haby au niveau des C.E.T.?
(futurs lycées d'enseignement professionnel)

Avant le C.E.T.

En 6^e et 5^e, tronc commun d'enseignement général assorti de 5 heures d'approfondissement pour les bons, 5h de soutien pour les faibles. Pour les bons, traduisez, ceux qui ont bénéficié d'avantages matériels (fils et filles de la bourgeoisie). Pour les faibles, traduisez les enfants des familles ouvrières.

DEJA LA SELECTION !

LOI ROYER : " les faibles " seront incités à rentrer en préapprentissage. Puis en 4^e nouveau barrage: l'élite accédera à l'enseignement long. Les autres rentreront dans les CET-casernes.

Dans les C.E.T.

On pourra préparer: les CEP, les CAP, les BEP. Avec quelques heures d'enseignement général, beaucoup de pratique (apprentissage de gestes automatiques qui feront la joie des patrons), des stages non rémunérés ou très peu qui offrent aux patrons une main d'oeuvre corvéable à souhait, nous serons prêts... pour l'exploitation !

L'Ecole, nous dit Haby, sera à la portée de l'élève grâce aux groupes de niveau, les faibles et les bons. Il veut nous faire croire à une sélection naturelle, alors que cette sélection est matérielle (l'école, cela coûte cher aux familles ouvrières) et qu'elle se fait sur les matières abstraites auxquelles les enfants de la bourgeoisie sont plus habitués.

Elle ne vise pas en fait qu'à reproduire le système capitaliste par la la sélection et la rentabilisation en envoyant les enfants des classes sociales les plus défavorisées à l'usine, les autres issus des classes dominantes, iront à l'Université.

NOUS REFUSONS	NOUS EXIGEONS
<p>CES DORTOIRS CASERNES. de 100 à 150 lits ces permanences de 60 élèves que le local initialement prévu pour le " Foyer ", soit devenu une salle de restaurant. L'uniforme blouse mais aussi l'apprentissage de l'usine de la hiérarchie des rendements des horaires ponctués par la sirène</p>	<p>des box individuels avec possibilité de travail. des petites salles d'étude et de documentation. une véritable foyer (musique, radio, télé, presse, jeux, etc ...) la liberté d'expression et d'information, d'affichage.</p>

21

l'exploitation du patronat lors
des stages effectués par les élèves

Les stages pendant la totalité
des grandes vacances (pour la
section hôtellerie)

de devenir OS avec nos BEP ou de
rejoindre les milliers de travail
leurs sans emploi

une rémunération minimale au
SMIC pendant les stages .

la suppression de ces forma-
tions au rabais , cet ap-
prentissage de la vie d'usi-
ne qui , sous couvert de forma-
tion nous prépare à l'exploita-
tion par le patronat ou ... au
chômage.

NOUS DENONÇONS

Les pressions de l'ADMINISTRATION sur les familles (pressions qui
ont conduit à des incidents regrettables : une élève a été frappée
et humiliée par son père devant l'administration du CET sans que cet
te dernière réagisse) .

La mobilisation de centaines de lycéens et collégiens a montré que
nous ne laisserons pas passer ce projet HABY sans réagir .

COORDINATION LYCÉENNE LA ROCHE S / YON .

+++++

COORDINATION DES CET DE NANTES .

Nous tenons à souligner qu'il est extrêmement important qu'une so-
lidarité se forme entre travailleurs , lycéens , et collégiens .

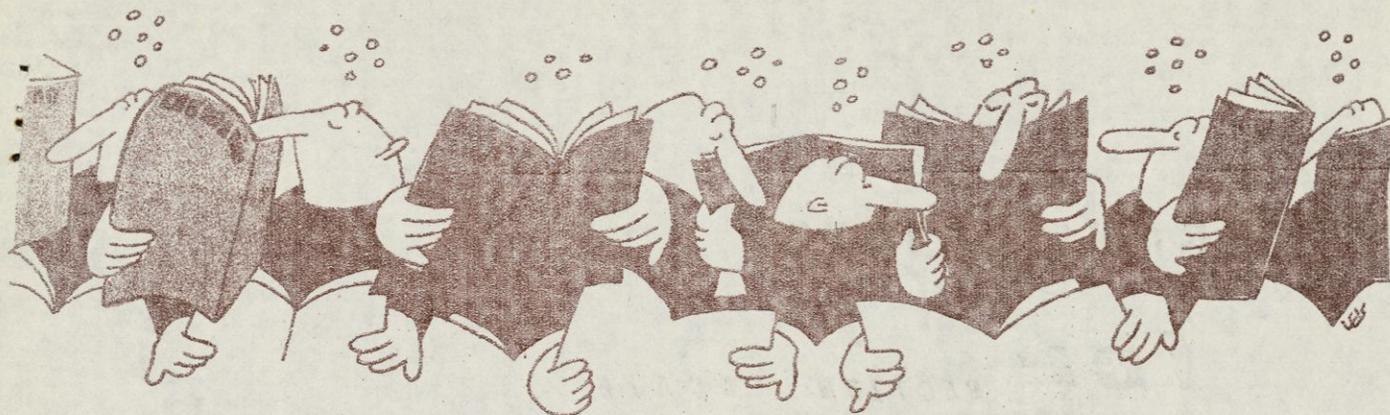
Pour cela , nous comptons sur l'appui des organisations syndica-
les . Nous avons déjà obtenu des réponses positives de la part de
la CFTD , FEN , SGEN , CGT ., CGT .

Nous pensons que cette solidarité est nécessaire parce que les
revendications que nous défendons aujourd'hui sont celles que nous
trouverons demain à l'usine ou au bureau . Car , dans le technique,
nous travaillons dans des conditions souvent lamentables :

- des classes surchargées ,
 - le manque de matériel ,
 - l'absence trop fréquente d'hygiène et de sécurité ,
- et en plus nous subissons des brimades imbéciles , comme les rete-
nues qui allongent les journées de travail déjà bien chargées .

Le soutien moral et actif de tous est indispensable pour nous per-
mettre de gagner la lutte engagée car nous voulons préparer un ave-
nir digne d'être vécu .

Nous futurs travailleurs , nous nous préparons à vivre demain
comme des hommes et des femmes luttant pour leur liberté et non com-
me des esclaves désignés à l'exploitation .



APPEL

pour une réflexion commune de la gauche révolutionnaire

Plus que jamais peut-être dans cette période de crise du système capitaliste mondial, la gauche révolutionnaire a besoin de confronter ses analyses et les stratégies qui en découlent.

Quelle est la nature de la crise et comment combattre les politiques qui visent à en faire supporter les conséquences aux travailleurs ?
Sur quelles bases fonder aujourd'hui l'alliance des travailleurs de la ville et de la campagne ?
Comment mener le combat dans et contre l'armée de la bourgeoisie ?
Comment conjoindre luttes de femmes et luttes de classes ?
Quel rôle doit jouer l'organisation syndicale ? Ce ne sont que quelques-uns des grands débats aujourd'hui ouverts entre les militants révolutionnaires.

Pour donner un cadre à ces débats fondamentaux, *Politique Hebdo* a proposé d'y consacrer un supplément périodique de 8 pages.
Les organisations soussignées ont accepté de participer régulièrement à cette confrontation portant sur des problèmes concrets.

Comme le journal ne peut supporter, dans les conditions matérielles de vie qui sont actuellement les siennes, le coût de ce supplément, les organisations soussignées appellent leurs militants et leurs amis à l'y aider en souscrivant un abonnement suivant les modalités du bulletin spécial ci-joint. C'est en fonction du résultat de cet appel que P.H. jugera s'il peut ou non apporter cette contribution à l'effort commun de réflexion de la gauche révolutionnaire.

Ont déjà donné leur accord :
Alliance marxiste révolutionnaire (A.M.R.)
Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.)
Parti socialiste unifié (P.S.U.)
Révolution !

Le supplément au journal de 8 pages « DÉBAT UNITAIRE » sera réalisé une à deux fois par mois selon le nombre d'abonnements recueillis (abonnement donnant droit au service de P.H. complété par le supplément).

o 1 fois par mois si le fonds d'abonnements s'élève au moins à 1 000.
o 2 fois par mois s'il dépasse 1 500.

D'ici là, et avant que le chiffre de 1 000 abonnés soit atteint, les sommes recueillies seront centralisées à P.H. et versées à un compte bloqué

LES ORGANISATIONS

lcr SECTION LOCALE
psu FEDE 44
umn

en accord avec le projet d'Appel [cf. verso]

*soutiennent cette initiative et appellent
tous les militants intéressés à favo-
riser celle-ci en soutenant financièrement par
des abonnements ou des versements de
soutien*

*Elles s'engagent pour leur part
à réunir ces abonnements et ces versements
sur la région pour les adresser à P.H.*

**ABONNEMENTS (1 an 150 F.)
(6 mois 80 F)**

SOUTIEN (20 F.)

DERNIERE HEURE DEBRAYAGE AU CHANTIER NAVAL

DUBIGEON_NORMANDIE à NANTES.....

=====

250 à 300 travailleurs intérimaires du chantier ont débrayé mercredi après midi , et se sont rendus en délégation aux bureaux de la direction .

Ce débrayage est intervenu à la suite de la "mutation" d'un délégué ainsi que de trois autres camarades de la société INTERIM ATESMA qui , fait sans précédent , ont monté un syndicat de travailleurs intérimaires sur le chantier le 26 Février 1975 .Il ne fait aucun doute que cette mesure répressive fait suite à la réunion du mardi 25 MARS où les travailleurs de l' ATESMAavaient décidé d'appeler des travailleurs intérimaires de toutes les sociétés , à organiser et à déposer un cahier de revendications .L'initiative des travailleurs de l'ATESMA a déjà fait école .

A 16heures , les travailleurs intérimaires ont rejoint les travailleurs sédentaires qui tenaient un meeting sur le chantier.

Une manifestation commune à IQHest prévue , jeudi matin , de la place du commerce à la Préfecture .

MANIF JEUDI 10 H PLACE DU COMMERCE

La riposte patronale ne s'est pas fait attendre . ' sous prétexte de sécurité , elle a décidé de fermer le navire I42 WELLANO , pour vérifier si un sabotage n'a pas été commis par les travailleurs .

Ce geste de provocation de la direction met en chômage technique plusieurs centaines de travailleurs ;

UN OUVRIER .

Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or title.

Second line of faint, illegible text.

Third line of faint, illegible text.

Fourth line of faint, illegible text.

Fifth line of faint, illegible text.

Sixth line of faint, illegible text.

Seventh line of faint, illegible text.

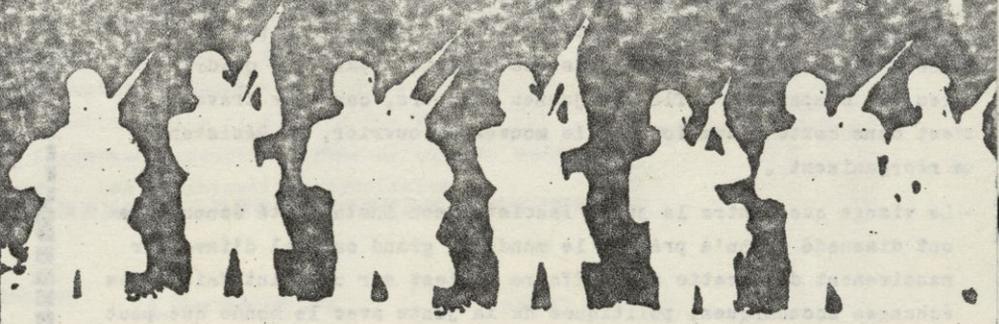
Eighth line of faint, illegible text.

Ninth line of faint, illegible text.

Tenth line of faint, illegible text.

Eleventh line of faint, illegible text.

Twelfth line of faint, illegible text at the bottom of the page.



SPECIAL

2

BOYCOTT

CHILE



...SOUTIEN A LA LITTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE MILITAI...

APPEL INTERNATIONAL AU BOYCOTT

Au Chili de Pinochet et des massacreurs de la classe ouvrière, la terreur et la répression contre les travailleurs n'a pas cessé n'a pas faibli. Batissages des quartiers pauvres, quadrillages des campagnes, rafles de jeunes chômeurs, camps de travail, c'est dans cette situation que le mouvement ouvrier, la Résistance se réorganisent.

- Le visage que montre la junte fasciste, son instabilité économique ont dissuadé jusqu'à présent le monde du grand capital d'investir massivement dans cette sale affaire. C'est sur ce point faible des échanges économiques, politiques de la junte avec le monde que peut peser d'un poids décisif la solidarité internationale des travailleurs. La solidarité, pour être efficace, doit passer à une étape supérieure, de la dénonciation du boycott des relations économiques et commerciales avec le Chili de Pinochet.

- C'est pourquoi le problème du boycott a été soulevé à la demande de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs Chiliens), auprès des confédérations syndicales internationales (CIOSL, FSM) et plus particulièrement des organisations internationales de transport :

Ainsi, l'Union Internationale des Syndicats des Travailleurs du Transport le 26 Août 1974 à Prague et la Confédération Internationale des Travailleurs du Transport dans son congrès le 14 Août à Stockholm ont décidé le boycott des livraisons d'armes au Chili et des actions internationales de boycott du transport maritime des produits en provenance du Chili, notamment à l'occasion du 11 Septembre, date du coup d'état.

- Ces décisions internationales ont d'ores et déjà reçu un début d'application, notamment en Suède, en Grande Bretagne, aux Etats-Unis, en Australie, en Italie et en France.

- Les relations privilégiées Pinochet-Pompidou puis Pinochet-Giscard, l'absence de boycott en France a conduit la junte à accroître son commerce avec la France. Or l'essentiel des marchés conclus ou à l'étude porte, outre le cuivre, sur des grosses ventes d'armes : hélicoptères anti-guérilla de Sud-Aviation, chars AMX, automitrailleuses Panhard. Ainsi la classe ouvrière française fabrique-t-elle des armes qui servent à massacrer ses frères de classe chiliens. D'autres échanges importants touchent le secteur public : c'est la RATP qui construit le métro de Santiago, et la SNCF supervise la modernisation des chemins de fer chiliens.

Enfin Giscard, dans le cadre du Club de Paris a donné toute facilité à la junte pour négocier la dette extérieure chilienne. C'est dire l'importance de la complicité qui lie le gouvernement et le patronat français à la junte chilienne. Et donc l'importance que revêt la mise en place rapide d'actions de boycott de la part des travailleurs français.

Des résultats peuvent très vite être obtenus : la libération de nombreux prisonniers politiques, syndicalistes et militants ouvriers, préalable à une levée provisoire des actions de boycott. Comme les syndicats anglais suédois ou australiens, on peut obtenir l'autorisation d'envoi d'une commission d'enquête syndicale au Chili. Cette solidarité internationaliste concrète, immédiate, efficace ne peut cependant avoir une réelle portée et utilité que si elle est prise en charge par les instances appropriées pour un boycott massif, soutenu et de longue durée : les organisations syndicales.

Pour toute correspondance avec le comité:

Librairie 71

29 rue Jean Jaurès
44000 Nantes

INFORMEZ VOUS
INFORMEZ NOUS

Sur les éventuels échanges commerciaux avec le Chili de Pinochet dans la région nantaise

EXEMPLES DE BOYCOTT

En Grande Bretagne : c'est dans ce pays que le boycott a atteint son plus haut niveau : les ouvriers des chantiers navals ont refusé de réparer des frégates de guerre chiliennes ; dans la métallurgie, les ouvriers de Rolls-Royce ont boycotté la production de turbines pour les chasseurs à réaction Hawker-Hunter de l'armée de l'air chilienne et obtenu la résiliation du contrat, de même que ceux de British Leyland (camions destinés au Chili) ; des pièces de rechange pour les sous-marins chiliens ont été boycottées à l'usine de Bradford.

En Suède : Déjà le 1er Mai 1974 avait vu les dockers boycotter navires et marchandises chiliens, notamment le cuivre. Ce boycott s'est répété les 18 et 19 Septembre.

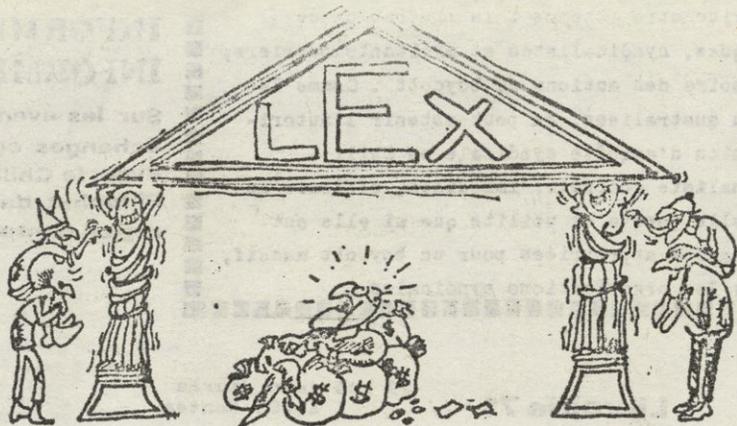
Aux Etats-Unis : Le 3 Novembre 1974 à San Francisco, les dockers ont voté une résolution refusant de décharger "tout bateau chilien tant que les droits politiques et syndicaux ne seraient pas rétablis".

En Australie : Le 9 Février 1974, à l'initiative des travailleurs de l'aéroport de Sydney, un avion des lignes "Lan Chile" a été bloqué jusqu'à l'obtention d'une commission d'enquête de syndicalistes australiens au Chili, selon les assurances verbales données par le général chilien German Stuardos.

En Italie : Les travailleurs portuaires italiens de Ravenne, en Juillet 1974, ont décrété une grève d'une heure avant l'arrivée au port du bateau chilien "Linguino". C'était la 2ème visite de ce bateau et l'accueil avait été semblable. Les travailleurs portuaires ont distribué un tract à l'équipage chilien du bateau où il était affirmé que "notre action se veut une contribution directe à la lutte de votre peuple". Rappelons également le boycott des dockers de Gênes, qui avait duré une semaine, en Septembre 1973.

En France : En Septembre 1973, les dockers du Havre ont boycotté les navires chiliens.





LA VICTOIRE DES ARMES DU PEUPLE

Massive, comme le souvenir de la terre, comme la splendeur
de pierre du métal et comme le silence,
peuple, patrie et avoine, massive est ta victoire .

Ton drapeau transpercé s'avance
comme ta poitrine sur les cicatrices
de la terre et du temps .

PABLO NERUDA

TRIOMPHE

Solennel est le triomphe du peuple,
sur son pas de grande victoire
la pomme de terre aveugle et le raisin
céleste brillent sur la terre .

